

# Un nazisme tropical

PAR JEAN-PIERRE CHRETIEN \*

**A**u Rwanda aujourd'hui, au Burundi en octobre dernier, des familles entières sont exterminées systématiquement, hommes, femmes, bébés, vieillards, des dizaines de milliers de personnes massacrées atrocement, découpées à la machette, déchiétées à la grenade, brûlées vives, enterrées vivantes. Les blessés, peu nombreux, sont achevés dans les hôpitaux ou les ambulances. Dans les deux cas, les victimes sont des Tutsis, éliminés pour leur simple identité, et des Hutus de l'opposition, pour leurs idées. Pourquoi des gens partageant la même langue, la même culture, la même histoire s'entre-tuent-ils de la sorte à la fin du XX<sup>e</sup> siècle? Les explications toutes faites sont là: la vieille sauvagerie africaine, un antagonisme ethnique séculaire entre Tutsis, une « minorité pastorale hamitique », et Hutus, une « majorité paysanne bantoue »... Alfred Grosser l'a très bien dit: « Non, il n'est pas vrai qu'un massacre d'Africains soit ressenti de la même manière qu'un massacre d'Européens!... Mais trouverions-nous judicieux qu'un Africain estime une hécatombe en Europe comme le produit normal d'une civilisation qui a produit Auschwitz? »

Dans cette région d'Afrique, un véritable racisme interne s'est développé depuis trente ans: des tueries successives (1959-61, 1964, 1973, 1990-93 au Rwanda; 1965, 1972, 1988, 1991, 1993 au Burundi) ont créé la hantise du génocide. A la « démocratie » des quotas ethniques de la république hutue du Rwanda, mise en place avec la bénédiction de la démocratie chrétienne belge en 1959, a répondu la politique sécuritaire tutsie du Burundi des années 70 et 80. Des centaines de milliers de réfugiés (Tutsis rwandais, Hutus burundais) ont dû quitter les deux pays. La peur est devenue l'outil des stratégies extrémistes prédisant sans cesse comme « inévitables » les massacres réciproques. Apparemment, une situation à la libanaise ou à l'irlandaise.

Plus grave, depuis quelques mois, tout bascule vers une véritable Shoah africaine, et je pése mes mots, avec tout le respect dû à l'unicité de l'holocauste des juifs. A Bujumbura en octobre 1993, le président hutu est assassiné par des militaires tutsis; à Kigali en avril 1994, le président hutu est abattu par des militaires hutus. Or, dans les deux cas, le bouc émissaire est aussitôt désigné, on massacre les Tutsis et « leurs complices », ces pogroms se déclenchent simultanément en de nombreux endroits, selon des mots d'ordre et des procédures identiques, sur la base de listes et sous la responsabilité d'autorités politiques bien précises. Ce ne sont pas d'archaïques « affrontements interethniques » mais de très modernes génocides!

La « clarification » qui a débouché sur ces tueries est depuis vingt ans le masque d'une option politique, celle d'un ethnisme militant. Au Rwanda, c'est une faction hutue du nord du pays qui se perpétuait au pouvoir au nom du « peuple majoritaire » défini par le sang. Au Burundi, une faction tutsie du sud du pays (« le groupe de Bururi ») s'imposait au nom de la sécurité de la minorité. La logique fasciste des ethnismes a explosé dans les années 80, comme une arme pour neutraliser ou confisquer les ouvertures démocratiques. Au Rwanda, les efforts de rapprochement de l'opposition intérieure hutue et des maquisards tutsis du FPR se sont heurtés à la violence raciste des sections d'assaut de l'ancien parti unique MRND et de son satellite, la Coalition pour la défense de la république, inspirées par la « maisonnée » du dictateur Habyarimana et armées par la garde présidentielle (avec, hélas, un indéfectible soutien français). Au Burundi, la politique de réconciliation nationale lancée par le président tutsi Buyoya et qui déboucha sur l'élection démocratique du président hutu Ndadaye a achoppé sur une tentative de putsch tutsi, mais aussi sur les provocations armées du Palipehutu (parti clandestin basé au Rwanda) ou de la fraction raciste du Frodebu (le parti au pouvoir depuis 1993), une nouvelle « mafia de Bururi », hutue cette fois.

Les liens entre les courants extrémistes hutus du Rwanda et du Burundi, responsables des génocides, sont notoires, et d'abord une même idéologie de type nazi. « L'antihitisme » mis en formules et en action dans ces deux pays a tous les relents de l'antisémitisme et les cultures bantoues sont bafouées au service d'une idéologie d'autochtonie ra-

ciale: des discours du MRND vouant les Tutsis rwandais à la mort et au rejet de leurs cadavres jusqu'en Ethiopie; des Tutsis burundais invités à « retourner en Egypte » ou à se laisser tuer pour prouver leur bonne foi; le journal *Kangura*, auteur d'un programme d'apartheid pour la pureté de l'identité hutue, dénonçant en 1992 « une minorité orgueilleuse et sanguinaire qui se meut entre vous pour vous diluer, vous diviser, vous dominer et vous massacrer »; un représentant du Frodebu en Belgique louant le génocide d'octobre en terme de « violence libératrice »; un journaliste de *l'Aube* à Bujumbura affirmant en janvier 1994, dans la même veine, que « le peuple a pu évaluer ce dont il est capable et que si c'était à refaire, il n'hésiterait pas à le faire »; la « Radio libre des mille collines » à Kigali appelant au meurtre collectif en avril 1994, comme en octobre 1993, y compris cette fois contre les Belges (dix Casques bleus l'ont payé de leur vie). Ce nazisme bantou a trouvé une clientèle dans toute une jeunesse à demi-scolarisée, déboussolée et manipulable à coups d'argent, de bière et de chanvre indien.

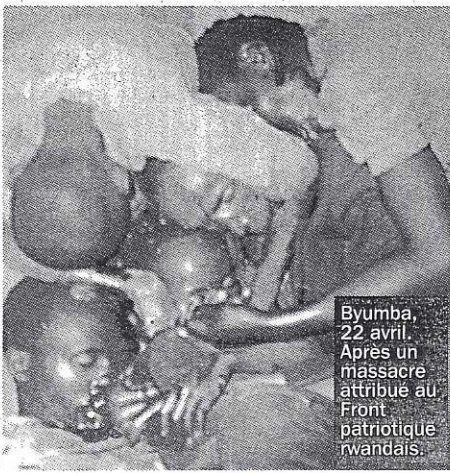
L'aveuglement occidental est incommensurable face à cette tragédie: une lecture ethnographique d'un autre âge cautionne innocemment (?) les intégrismes ethniques. Bien plus, des socialistes égarés dans le populisme racial, des démocrates-chrétiens, sectateurs fanatiques de « leur » Rwanda, des associations de droits de l'homme intoxiquées par des réfugiés experts en victimisation à sens unique, cautionnent des mafias dont le succès est fondé sur la confusion entre démocratisation, démagogie ethniste et exclusion des

**L'Europe est aveugle face à la tragédie rwandaise.**

**Ces archaïques « affrontements interethniques », que cautionne une lecture ethnographique d'un autre âge, sont en fait de très modernes génocides, menés par des extrémistes hutus inspirés, au Rwanda et au Burundi, par une même idéologie de type nazi.**

minorités de naissance. Certains chez nous ont été jusqu'à justifier les pogroms en termes de « jacqueries », de « 1789 » ou de « Résistance ». De loin, ces nuits de Cristal africaines prendraient des allures de prise de la Bastille, l'holocauste des lycéens de Kibimba au Burundi serait un feu de joie de la liberté. Dieu merci, il est devenu difficile de faire passer le bain de sang de Kigali pour l'effet d'un simple « colere populaire », selon une terminologie des politiciens racistes locaux. Espérons surtout que les élites démocratiques africaines seront plus clairvoyantes que nous sur « la bête immonde » qui gagne leur continent.

\* Historien, CNRS, Centre de recherches africaines.



Byumba, 22 avril. Après un massacre attribué au Front patriotique rwandais.

## Etudiants, un milieu mobilisé

PAR PATRICK LE GALES\* ET MARCO OBERTI\*\*

**O**n a souvent souligné l'importance de la mobilisation en province lors des manifestations anti-CIP (1), et l'existence d'un milieu social propre y a joué un rôle clé. Pourtant l'existence d'une communauté étudiante a souvent été le plus souvent niée par les sociologues. Les auteurs de *Campus blues* (2) ont, par exemple, popularisé cette image des étudiants perdus dans une université sans âme, où ils oscillent entre le retrait, l'individualisme, l'apathie ou le conformisme. Cette image ne correspond pas aux résultats de notre enquête à Rennes, Besançon et Nanterre. Dans les grandes villes universitaires, les étudiants vivent plutôt bien une double vie, faite d'autonomie la semaine et de soutien familial le week-end.

Le milieu étudiant existe d'abord et avant tout dans les grandes villes de province. Plusieurs facteurs vont dans ce sens: 1. La plupart des étudiants passent la semaine dans un logement indépendant et retournent seulement en fin de semaine chez leurs parents. Ils mènent ainsi une double vie qui leur permet, en semaine, de profiter de leur autonomie, de sortir, de dîner chez des copains ou de fréquenter intensivement les cafés, d'avoir une

vie sociale intense plutôt en relation avec d'autres étudiants. 2. Cette double vie les amène à privilégier la grande ville universitaire comme lieu des consommations culturelles, des bibliothèques, concerts, cinémas. 3. Les capitales régionales françaises se caractérisent aujourd'hui par de très fortes populations étudiantes: Ainsi les 50 000 étudiants rennais (pour une ville de 200 000 personnes) sont physiquement présents dans la ville. Dans ces grandes villes universitaires, les étudiants fréquentent particulièrement certains lieux, notamment les vieux quartiers du centre-ville, la « rue de la soif locale », et à certains moments, comme le jeudi soir (avant de rentrer le vendredi soir en famille). S'ils n'habitent pas le centre-ville – le rêve de la plupart d'entre eux –, ils le fréquentent assidûment. Cet effet de nombre et de fréquentation intensive de certains lieux contribue à façonner une identité étudiante. Sortir le soir tard dans les bars rock bondés et les petits restaurants pas chers du centre-ville est une marque de cette identité. L'idéal de la vie étudiante faite d'investissement dans les études et surtout d'autonomie personnelle, de sorties nombreuses, de socia-

bilité intense, se vit le mieux dans les grandes capitales régionales.

A l'inverse, leurs condisciples de la région parisienne vivent plus souvent chez leurs parents et ne disposent pas ou peu de lieux privilégiés, ne s'inscrivent pas en tant que groupe dans l'espace urbain avec la même force qu'en province. A Nanterre par exemple, les étudiants n'ont pas de relation avec la commune, sauf avec la gare RER et le café annexe. Le monde étudiant parisien est plus atomisé, plus éclaté sur le plan de la sociabilité, de l'expérience vécue.

Ce milieu étudiant n'est pas pour autant une communauté fortement structurée mais il peut contribuer à renforcer l'identité étudiante et, potentiellement, constituer une ressource pour des mouvements divers. Comment s'étonner alors de la mobilisation dans les villes de province, qui peut s'appuyer sur ce milieu et une identité sans doute plus marquée de ce groupe? Si notre analyse est correcte, il existe bien aujourd'hui plusieurs façons d'être étudiant. Par leurs pratiques sociales, leurs usages de certaines parties de la ville et de lieux privilégiés, et parce qu'ils sortent davantage avec leurs congénères, ceux de province ont plus de chance de s'identifier à un milieu étudiant. Bien entendu, les rapports entre mobilisation et identité étudiantes sont suffisamment complexes pour que notre explication n'en mette en lumière qu'un aspect.

Ainsi tous les observateurs ont souligné la présence massive des étudiants d'IUT et de BTS dans la mobilisation étudiante et dans les coordinations: le CIP les heurtait directement. Mais la mobilisation s'est faite d'autant plus rapidement que les étudiants d'IUT ou de BTS connaissent une vie collective plus intense, plus intégrée que celle des premiers cycles universitaires de masse.

Les dynamiques étudiantes se manifesteront de plus en plus dans les villes universitaires de province. CIP ou pas, hommes politiques et médias devront s'y habituer, le mythe du Quartier Latin des hommes de *Généralis* ne représente plus grand-chose.

\* Chargé de recherches CNRS, enseignant à l'Institut d'études politiques de Rennes.

\*\* Maître de conférence en sociologie, Rennes II, chercheur associé à l'OSC (FNSP/CNRS).

(1) Nous nous appuyons sur les résultats de l'enquête *Les Modes de vie étudiants*, Mireille Cléménçon, Olivier Galland, Patrick Le Gales, Marco Oberti, sous la direction d'Olivier Galland, OSC pour le compte du programme interministériel Université et Ville. Le rapport a été publié un mois avant les manifestations.

(2) D. Lapeyronnie, J.-L. Marie, *Campus Blues*, Paris, Le Seuil, 1992.